



Comite Technique Local

12 JANVIER 2012

Situation de l'emploi en 2012

Déclaration préalable de la CGT FIP43

Le démographe Emmanuel Todd a dit dans une récente interview à l'hebdomadaire Le Point que « **la triste vérité est que nous sommes gouvernés par des imbéciles, les gens qui sont aux commandes doivent être tenus pour responsables.....** » Il traite aussi les ministres Baroin et Pecresse, d'incompétence au sommet.

Ce postulat, qui n'en est plus un, car accrédité par le fait que le très droitier hebdomadaire n'ait pas censuré ces lignes, nous conforte dans notre refus à payer une dette qui n'est pas la notre. Le dernier acte des comiques négociations européennes nous prouvent que ce sont bien des imbéciles incompétents qui nous gouvernent. En effet la **BCE** pourra prêter, quasi gratuitement, aux banques françaises donc aux très riches qui pourront, les banques donc les très riches, prêter à l'État français, avec le plus de profits possible, pour payer une dette conséquence des cadeaux fiscaux faits aux très riches qui tiennent entre autres les banques. **CQFD**

La **Régression Générale des Politiques Publiques (RGPP)**, elle, que le député nouveau centre Charles Amédée de Courson avait qualifiait de logique de primate, déclinée par les imbéciles qui nous gouvernent, ne peut que nous mener dans le mur.

Cette **RGPP** fait que l'année 2012 comme les précédentes n'échappe pas à la règle des suppressions d'emplois, encore 5 dans notre département !

Pire se servant de la crise, le gouvernement affirme toujours que les fonctionnaires sont les principaux fautifs de l'explosion de la dette publique. Le gouvernement cherche par tous les moyens à mettre à genoux les fonctionnaires par le gel des rémunérations, les suppressions d'emplois, les attaques contre le statut, les restructurations drastiques des services publics au travers de la **RGPP**. Il n'hésite pas à livrer au marché les activités publiques jugées rentables et à liquider tout le reste. C'est cela la réalité d'aujourd'hui.

Encore une fois, les agents de la **DGFIP** ne sont pas épargnés, on cherche à leur faire payer la crise dont ils ne sont pas responsables ! Et les mesures régressives tombent !

A la **DGFIP**, cela signifie encore 2441 emplois de moins ! De 2008 à 2012 ce sont donc **13000** emplois supprimés ! Le taux de non remplacement des départs à la retraite est évalué à 65,9% pour 2012, bien au-delà une fois de plus de l'objectif gouvernemental du non remplacement d'un départ sur deux à la retraite. Notre administration et elle s'en félicite, reste le meilleur élève de la classe ! En êtes-vous satisfait, Monsieur notre Directeur.

Surfant sur le contexte de crise, le ton de la **DGFIP** est devenu décomplexé et provocateur. Décomplexé parce qu'il ne s'agit même plus de justifier ces nouvelles suppressions par de prétendus « gains de productivité » que d'ailleurs la direction générale ne chiffre qu'à hauteur de 25% de l'ensemble des suppressions d'emplois !

C'est donc clair, la **DGFIP** se doit d'être exemplaire en utilisant les restructurations, les modes d'organisation du travail comme des instruments de rationalisation des emplois.

Provocateur, par la voix de son Directeur adjoint P. Rambal qui considère que la règle gouvernementale du non remplacement d'un départ sur deux est protectrice pour nos services ! Contribution proportionnelle, gains de productivité (fléchés et diffus), correctifs (métiers, environnementaux), ajustement de soutenabilité, tels sont les éléments du nouveau jargon

accompagnant la mise en place du nouvel outil de calcul des emplois TAGERFIP (substitut de l'outil d'efficience et de l'Outil Répartition Emplois).

Du chronométrage à la sauce « fast-food » des prétendues économies de travail réalisées grâce à Télé IR (évaluée à 6 minutes) en passant par les réformes législatives (relèvement du seuil d'imposition pour l'ISF), par l'accentuation de la dématérialisation comme solution à tout, ou encore la capacité d'absorption des suppressions par les directions, tout est passé en revue pour établir les arbitrages dans l'attribution des emplois.

En définitive, il ne s'agit plus de considérer les moyens nécessaires à dégager pour l'accomplissement des missions, mais de combattre les incendies avec des allumettes.

Les situations de sous-effectifs augmentent, la colère aussi ! Aucun service n'en est exempt. Au manque d'emploi se conjuguent le diktat des indicateurs, l'augmentation corrélative des charges de travail et les réorganisations fonctionnelles des services opérées pour continuer à assumer le quotidien.

Contrairement à ce que tente d'imposer la Direction Générale, les solutions ne se trouvent pas sur des ajustements en terme d'organisation du travail ou de plans de restructuration, menés sous forme de concentration, de constitution de pôle, de regroupement et de fermetures des services.

En effet, cette fonte des effectifs conjuguée à la multiplication des vacances d'emplois dans les structures donnent la prime aux bricolages en tout genre pour atténuer le poids des chaises vides sur le fonctionnement quotidien des services sans pour autant endiguer la détérioration des conditions de travail et le **développement de la souffrance au travail**.

Pour beaucoup d'agents, l'intensification et l'augmentation des charges de travail générées par les suppressions d'emplois sont devenues si oppressantes qu'ils sont prêts à accepter l'abandon des missions ou la fermeture des postes pour alléger le poids qui pèse sur leurs épaules.

Des SIE, au réseau comptable de proximité en passant par les SIP, les services de direction, et même l'ENFIP... les personnels sont exposés aux mêmes fortes pressions et n'en peuvent plus ! Personne n'est épargné ! A part ça, Monsieur le Président Directeur Général, ça baigne, tout va bien. Notre avenir est assuré. Qu'en pensez-vous, vous qui êtes un des bras armés sur le terrain. Face à cette réalité, la **CGT Finances Publiques** refuse de s'inscrire dans cet accompagnement en acceptant l'abandon des missions ou des discussions des méthodes de travail sans aborder le volet de l'emploi et la conception du service public.

La **CGT Finances Publiques** refuse de rentrer dans des débats qui sous couvert de rendre le quotidien au travail moins pénible pour les agents, aboutiraient finalement à trouver de nouveaux « gisements » pour les suppressions d'emplois, à justifier la casse du statut au travers de la mise en pièce des missions.

C'est ce qu'a rappelé lors de du premier CT de réseau dans cette nouvelle configuration la **CGT Finances Publiques** le 15 décembre, suite au report du 6.

La **CGT** a décidé d'y siéger pour condamner la politique de suppressions d'emplois et exiger :

L'arrêt des suppressions d'emplois ;
L'état des lieux des conditions d'exercice des missions et des charges de travail pour les agents
La détermination et la création d'un volume d'emplois nécessaires ;
La réouverture du dossier des doctrines d'emplois.

Pour la **CGT** le monde du travail doit imposer une autre répartition des richesses permettant de gagner la bataille de l'emploi, des salaires, des retraites et des conditions de travail.

Nous boycottons donc cette première convocation du CTL. Nous espérons ne pas trop vous décevoir de dénoncer, comme au CTR et dans les mêmes termes, cette politique de suppression d'emplois.

Un nouveau CTL devrait être convoqué, en attendant nous espérons que vous pourrez convaincre la Direction Générale de revenir sur les suppressions d'emploi et nous présentez un nouveau projet qui garantisse enfin un minimum de moyen pour assurer toutes nos missions.